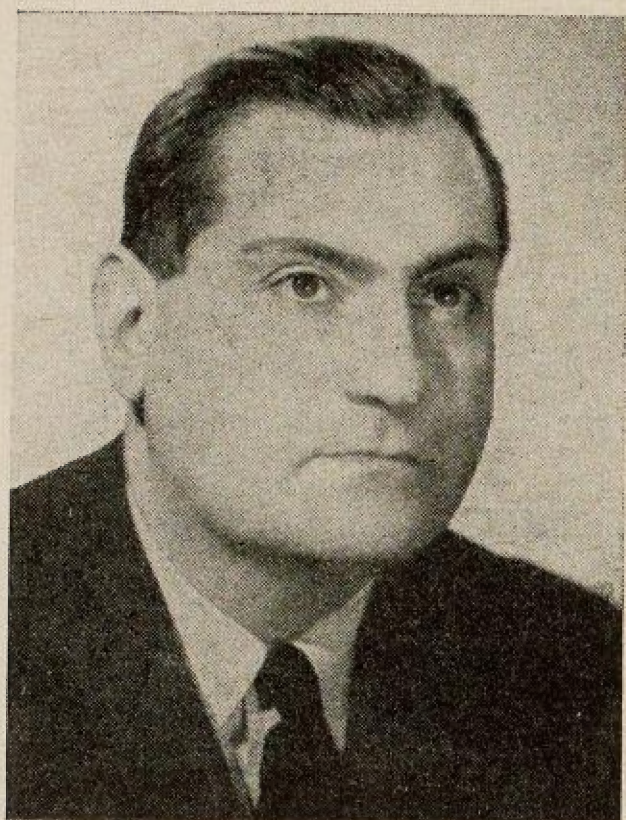


Candidat d'Union et de Défense Républicaine



soutenu par le

RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE

(des Radicaux-Socialistes aux Indépendants)



Albert BRIMO

ELECTRICES, ELECTEURS,

Monsieur le Président de la République vient d'ouvrir la moins nécessaire des crises !

Les élus républicains n'ont ni voulu, ni provoqué une crise qui nous conduit à l'aventure.

Le Général de Gaulle affirme : « Je veux organiser ma succession ! ». Le Général de Gaulle sait bien qu'il en sera de son testament politique comme de celui de Louis XIV, déchiré le lendemain de sa mort.

L'U.N.R. vous dit : Choisissez entre le Général et les partis (comme si l'U.N.R. n'était pas un parti) !

Nous répondons : le choix est entre le pouvoir personnel et la défense des libertés dont la vitalité est liée à l'existence d'un Parlement respecté !

Nous disons : Le choix est entre le pouvoir personnel et la démocratie, entre la lettre de cachet et la sécurité individuelle.

L'U.N.R. vous dit : En dehors de de Gaulle, point de solution, sans lui c'est l'instabilité !

Nous répondons : Des solutions constitutionnelles de stabilité, il y en a au moins trois :

- 1° Application de la Constitution de 1958, souhaitée par tous, votée par tous, violée par de Gaulle ;
- 2° Un régime parlementaire, avec gouvernement de législature, sauf cas de dissolution, comme en Angleterre ;
- 3° Un régime présidentiel du type américain avec une véritable séparation des pouvoirs.

Dans les trois cas, nous préconisons un véritable contrôle de la constitutionnalité des lois devant une Cour Suprême indépendante du pouvoir politique et accessible à tous, par voie d'exception.

L'U.N.R. vous dit : Il y a trop de partis politiques !

Nous répondons : Il n'y aura plus au centre de l'Assemblée qu'un seul parti : le Rassemblement Démocratique (président Maurice Faure) qui se substitue à six anciennes formations et auquel nous avons adhéré.

L'U.N.R. vous dit : Europe des Patries, tandem franco-allemand.

Nous répondons : Face aux Russes et aux Américains, pas de solution en dehors de l'Europe unie. Union sur un pied d'égalité entre toutes les nations sœurs. Pas de solution en dehors de l'alliance Atlantique, car que serait l'indépendance de l'Europe sans la protection des bombes atomiques américaines.

Sur le plan international et sur le plan interne, nous disons : fédéralisme, décentralisation, régionalisme.

L'U.N.R. vous dit : Force de frappe nationale !

Nous répondons : Solution ruineuse, force atomique oui, mais européenne.

L'U.N.R. vous dit : L'intendance suivra !

Nous répondons : Les prix ne cessent de monter, le pouvoir d'achat des ouvriers diminue, les agriculteurs sont les plus désavantagés. Il faut définir une nouvelle politique des prix et une politique agricole de parité du secteur rural avec les autres catégories sociales.

L'U.N.R. vous dit : Le destin des Français d'Algérie ne m'intéresse plus, le dégagement est réalisé !

Nous répondons : Ils sont Français à part entière, il faut les protéger contre l'assassinat et le viol, les indemniser comme victimes de guerre.

L'U.N.R. vous dit : Politique de prestige !

Nous répondons : La France d'abord ! Au lieu de construire des palais pour les nouvelles républiques d'Afrique, construisons des écoles pour nos enfants et des autoroutes pour nos voitures.

FRANÇAISES, FRANÇAIS vous avez réclamé le scrutin d'arrondissement pour voter en faveur du candidat de votre choix.

VOTEZ, NON POUR DES ETIQUETTES, MAIS POUR DES HOMMES VALABLES, POUR DES HOMMES DE CARACTERE, EFFICACES ET SERIEUX !

Qui vous propose-t-on au centre et au centre gauche ?

Le M.R.P. : Maître Maleville ! M. Alfred Coste-Floret m'a révélé, et il m'autorise à le dire, que c'est M. Maleville qui lui a présenté, ainsi qu'à d'autres notabilités locales, M. Ostertag, de la S.O.T.O.C.O.G.I. Maître Maleville a sollicité de M. Coste-Floret des interventions ministérielles en faveur d'Ostertag.

M. Coste-Floret, informé par M. Letourneau de la personnalité d'Ostertag, a refusé.

L'affaire Ostertag — S.O.T.O.C.O.G.I. a coûté aux contribuables toulousains plusieurs centaines de millions !

L'U.N.R. : Maître Maziol. L'inconditionnel !

M. le Préfet a refusé de transmettre mon recours contre Maître Maziol au Conseil de Préfecture ! Soit !

On redoute désormais en France les juges et les justes !

Mais qui est Maître Maziol ? Un député de la Haute-Garonne qui ne s'intéresse à sa circonscription que durant le mois qui précède les élections !

Il est vrai que Maître Maziol, ministre de la Construction est très occupé par les scandales Pouillon et le scandale de l'Elysée II.

Et puis, vous le savez bien...

Maître MAZIOL ce n'est tout de même pas le Général de Gaulle !!!

Vive la République ! Vive la France libre dans une Europe unie et riche !

Votez Albert BRIMO

Professeur à la Faculté de Droit de Toulouse
Agrége des Facultés de Droit, Licencié ès Lettres
Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques
Ancien Directeur administratif du Centre National des Indépendants et Paysans
Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier d'Académie
Né le 15 décembre 1914 à Senaillac (Lot)

Remplaçant éventuel :

M. de WOILLEMONT

Conseiller général de la Haute-Garonne, Maire de Caraman
Président du Syndicat départemental d'adduction d'eau de la Montagne Noire
Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1914-1918, 1939-1945

Vu : les Candidats.